

Le **Handement** Juridique

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités

Vols, braquages, meurtres en périodes de fêtes :

Deux voleurs neutralisés samedi dernier au carrefour des 2 lions ^{P5}



L'un des voleurs maîtrisés par la population

La vigilance est de rigueur !!!

Les problèmes fonciers au Togo :

Un véritable casse-tête et des bombes sociales à retardement ^{P7}



^{P7}

Le phénomène des accidents de circulation :

Comment mettre fin à l'ampleur de plus en plus inquiétant ? ^{P5}



ME APEVON, PRÉSIDENT DES " FDR " :

Le charisme de l'homme pose-t-il problème? ^{P3}

Alternance politique en Gambie :

Qui est Adama Barrow, l'homme qui a détrôné Jammeh? ^{P5}

Défenseurs des droits humains et citoyens LGBT :

Les Homosexuels ont-ils un droit spécifique ? ^{P4}

MME HILLARY RODHAM

CLINTON : " Les droits des homosexuels sont des droits de l'homme, et les droits de l'homme sont des droits des homosexuels "

Droit à la grève : Conditions de légalité

Ces derniers temps, les enseignants du secteur public observe leur droit de grève. Ce qui entraîne parfois des violences du fait que les enfants font preuve de violences en allant faire sortir leurs camarades qui seraient en train de faire cours. Toutefois, il faut rappeler que la grève est réglementée. Quelles sont donc les conditions de légalité d'une grève?

Le droit de grève est un droit reconnu à tout salarié. Cependant, une grève doit respecter des conditions pour pouvoir être valable. En effet, tout salarié peut utiliser son droit de grève. Cependant, un salarié ne peut pas faire grève tout seul, sauf s'il accompagne une grève nationale. Pour être valable, la grève doit réunir trois conditions :

- un arrêt total du travail
- une concertation des salariés, donc une volonté commune,

- des revendications professionnelles (amélioration des conditions de travail ou du salaire par exemple).

Si les trois conditions ne sont pas réunies, il s'agit d'un mouvement illicite.

Le salarié participant à un mouvement illicite ne sera donc pas "protégé" par le droit de grève. Il risque alors d'être sanctionné pour faute lourde. Dans le secteur privé, les salariés qui veulent utiliser leur droit de grève n'ont pas à respecter de préavis. La seule obligation est de respecter les conditions qui rendent la grève licite.

Les obligations des grévistes sont de respecter le travail des non-grévistes. Le blocage de l'accès du site, les dégradations de locaux ou de matériels, ne relèvent pas d'une grève et sont illicites. Ils peuvent donc être sanctionnés pénalement, tout comme les actes de violence. Les syndicats et les grévistes sont responsables des abus commis pendant une grève. L'employeur et les non-grévistes peuvent demander réparation devant les tribunaux. La grève suspend le contrat de travail mais ne le rompt pas, sauf en cas de faute lourde.

L'employeur peut retenir sur la paie la part du salaire correspondant à la durée de la grève. Il ne peut pas y avoir de mention sur le bulletin de paie de l'exercice du droit de grève. Aucun salarié ne peut être sanctionné pour avoir fait grève. L'employeur doit rémunérer les non-grévistes, sauf s'il peut prouver qu'il a été dans l'impossibilité de leur donner du travail.

Par Me Tamene

France / Présidentielle de 2017 et jeu de chaises ministérielles :

Manuel Valls démissionne et annonce sa candidature Cazeneuve, Le Roux, Vallini et Le Guen promus

Pour avoir décidé d'être dans la course pour la conquête du bureau de l'Élysée, Manuel Valls a donné sa démission à François Hollande qui, après maintes réflexions souverainement décidé de ne plus être candidat à sa propre succession. Chose étrange dans l'hexagone, car n'étant jamais arrivée.



Bernard Cazeneuve

Manuel Valls

La démission a été remis au président François Hollande, mardi matin. Dans la foulée, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a été nommé Premier ministre. Ce dernier, autrefois inconnu du grand public mais jouant un

du centre du pouvoir d'État, en faisant preuve d'une efficacité et d'un sens de rupture avec les styles de gestion administrative.

Manuel Valls est arrivé mardi 6 décembre peu avant 8 h 30 à l'Élysée

par le PS.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a été nommé à Matignon pour les cinq derniers mois du quinquennat. Bruno Le Roux, 51 ans, qui était depuis 2012 à la tête des députés PS, a été nommé mardi ministre de l'Intérieur, en remplacement du nouveau Premier ministre.

André Vallini a été nommé secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement et Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie.

Les deux hommes échan- gent ainsi leurs postes. La passation de pouvoir à Matignon doit avoir lieu mardi après-midi, avant un conseil des ministres réunissant le gouvernement au grand complet mercredi.

Dové A



Bruno Le Roux



André Vallini

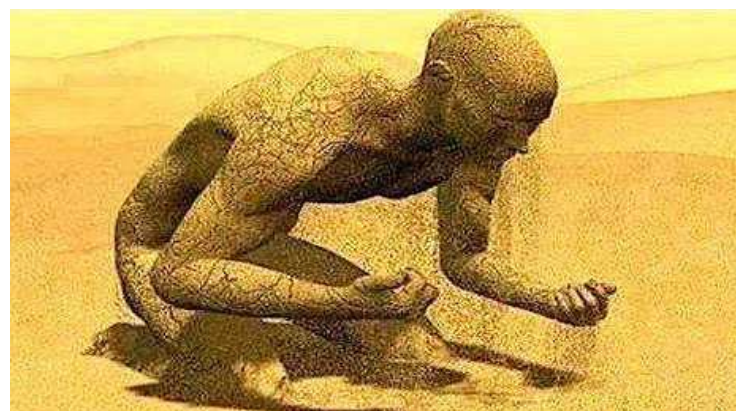
rôle très important dans la machine gouvernementale.

En tant que ministre de l'intérieur lors des attaques terroristes à Paris, il était au cœur de la gestion des interventions policières. Il s'est rapproché subtilement

pour remettre sa démission et celle de son gouvernement au chef de l'État après s'être lancé officiellement la veille dans la course de la primaire organisée

Thème : Sois l' " Eucalyptus " du désert !!!

THÈME : Sois l' "Eucalyptus" du désert !!!



Chercher au fond de soi

En tant qu'enfant de Dieu, la vie de croyance est un sérieux parcours de combattant. Un véritable défi face aux multiples adversités de la vie, dans le monde des 5 sens. Et la grande question au centre de cette bataille spirituelle, " est de savoir si l'on peut demeurer ferme dans la confiance en Dieu, malgré les coups de la vie et

attendre la réalisation de sa promesse ? "

L'une des plus grandes inspirations pour se fortifier et résister, est la détermination de Job (à lire dans la bible). L'autre inspiration parfaite est la résistance que Jésus-Christ, le modèle parfait, lui-même a opposée à satan qui tentait de le dissua-

Suite à la page 7

" RIRES & DETENTES "



ME APÉVON, PRÉSIDENT DES " FDR " :

Le charisme de l'homme pose-t-il problème ?

Reconnu par tous ceux qui étaient présents au lancement de son parti politique le samedi dernier comme étant une personne d'une humilité sans égale, un homme politique à l'écoute de tout le monde, Me Apévon Dodzi, comme c'est de lui qu'il s'agit, se doit tout de même de revoir une ou deux choses sur sa personnalité d'homme politique et d'homme d'Etat.

En effet, plusieurs sont ceux qui lui font le procès d'être une personne souvent passionné outre mesure au point de rire sans contrôle de soi. Un homme politique se doit d'avoir une élégance qui séduit son électeur. Rire aux éclats à toutes les blagues, se laisser embras-



Me Paul Dodji Apévon, président des FDR

ser par ces aides de camps n'importe comment, sont certaines des attitudes dont nous avons également été témoins le samedi dernier, et qui amènent plus d'un à

se demander si Me Apévon peut réellement incarner l'espoir que son parti appelle à recréer.

Des attitudes à la limite qui s'apparentent à des

réactions de colégiens ou d'étudiants.

Me Apévon se doit désormais de se hisser à la stature de Me Agboyibo, s'il ne veut pas perdre la confiance que les autres ont placée en lui. Il se doit d'être une personnalité posée, mesurée dans les gestes, mesurée dans les paroles et surtout éviter les mots parasites comme le " Bégaiement " lors de ces interventions.

L'un des leaders politiques qui a compris l'importance de la décence en

matière des gestes, des propos et de l'élégance des comportements est Alberto Olympio. Ce dernier, découvert par le peuple togolais, la veille des élections présidentielles 25 juillet 2015, n'a pas eu que de belles paroles pour venir convaincre, mais son attitude et ses réactions inspiraient une certaine confiance qui, a plus de sens que les mots.

Si une page vient effectivement d'être tournée avec le lancement de ce nouveau parti, il faudrait qu'une nouvelle personnalité émerge pour conforter le président du parti les " FDR " qu'il représente désormais.

Sénya L.

Le projet " PROMOCIV " sujet à l'escroquerie de ses responsables :

120 agents dépouillés, haussent le ton et appel à l'aide

On pouvait les remarquer à chaque carrefour portant un gilet de couleur orange. Ils avaient pour mission de sensibiliser les usagers de la route sur les règles de la sécurité routière et sur les comportements civiques. Nombreux sont ceux qui ont été une fois approchés par ces jeunes et nombreux sont ceux qui se souviennent encore du reproche qui leur a été fait.



Des agents du projet "PROMOCIV" devant la presse

En effet, selon les déclarations des jeunes à la conférence de presse, il s'agit de 120 agents, tous de niveau minimum Bac+4, suivant les exigences du projet et recrutés par le biais de l'Agence National Pour l'Emploi (ANPE) et l'Agence National de Volontariat au Togo (ANVT) qui étaient venus s'ajouter aux 40 premiers recrutés par le biais de Attiogbe Oscar.

Selon les objectifs du projet tels que présentés à l'ANVT par Otto Günther Kpeglo, formateur en sécurité routière et coordonnateur-adjoint de PROMOCIV et ensuite par Zomblewou Kokou Saturnin dans la salle de conférence du Ministère du transport et des travaux publics, les agents recrutés seront affectés dans les universités publiques et privées du pays, après une formation de 25 jours en civisme/citoyenneté et

sécurité routière.

Ces derniers auront pour mission d'entretenir les étudiants sur ces deux thématiques et de les accompagner en code de la route et de conduite pour obtention du permis de conduire. Pour ce travail, un salaire mensuel de cent cinquante mille (150 000 F CFA) avait été fixé et le virement du premier salaire était prévu pour la fin du mois de septembre.

En vue de garantir leur engagement et leur place dans le projet, il a été demandé aux jeunes, depuis les sièges de l'ANPE et de l'ANVT, de verser chacun une caution de cinquante mille (50 000 F CFA) qui leur sera retournée deux mois après leur prise de fonction, pour ceux qui n'auraient pas démissionné ou abandonné avant ce délai.

Ceux qui ne disposaient pas d'un permis de conduire ont versé, en plus de la caution, une somme de

trente mille (30 000 F CFA) chacun pour les frais de quittance de permis conduire. Dans la foulée, une quarantaine d'agents ont versé chacun dix mille (10 000 F CFA) pour les séances pratiques de conduite.

Au regard de la noblesse et de l'importance des objectifs poursuivis par le projet, ce dernier a reçu l'autorisation du Ministère de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique dans sa lettre N°1692/MCCSFC/ CAB /SG /DFS/16.

Il a également été approuvé par le Ministère des infrastructures et des transports en référence de sa lettre N°228/ MIT/ CAB/ CT & DTRF, et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sous le courrier N°0503/ CAB/ AC.

Malheureusement, la formation que nous avons

commencée le 25 juillet 2016 dans les locaux du ministère des transports et des travaux publics n'a pas été achevée avant que les jeunes soient déployés dans les carrefours malgré la réticence des uns et des autres demandant préalablement la fin de la formation et la signature des contrats.

Demande à laquelle le coordonnateur Zomblewou a promis satisfaire dans un bref délai. Ceci étant, les jeunes ont effectué pendant un mois et demi de pression, un travail de sensibilisation et de régulation sur les routes de Lomé.

À la fin du mois de septembre, les autres responsables ont commencé à rendre compte aux jeunes de l'escroquerie dont ils étaient victimes de la part de Zomblewou Kokou Saturnin, suite à la réclamation des salaires qui était restée jusqu'alors impayés.

" Je précise que beaucoup de rencontres et de discussions ont été organisées avec ce dernier qui nous a toujours fait des promesses en ce sens et nous a même obligés à ouvrir des comptes courants à la banque atlantique, faute de quoi nous ne verrons pas nos salaires virés " a poursuivi Dodzi, le porte-parole des jeunes.

Face à toutes ces difficultés, les jeunes ont commencé à demander tout au moins la restitution de leurs cautions en attendant le virement des salaires à une date ultérieure. Dans cette lignée, environ trente personnes ont réussi à partir des pressions personnelles à prendre soit une partie de leurs cautions pour la plupart soit la totalité pour certains.

Après plusieurs échéances non honorées pour permettre à ce que tous les agents rentrent en possession de leurs cautions, Zomblewou Kokou Saturnin a fait publié le 18 novembre 2016 dans la presse, un communiqué invitant les jeunes à aller chercher leurs cautions le vendredi 25 novembre 2016 au cabinet Emergency Africa Group dirigé par Degbe Alognon, lequel a laissé entendre qu'il reprenait par le biais de son cabinet la gestion du projet et par ricochet la restitution inté-

Défenseurs des droits humains et citoyens LGBT : Les Homosexuels ont-ils un droit spécifique ?

MME HILLARY RODHAM CLINTON : " Les droits des homosexuels sont des droits de l'homme, et les droits de l'homme sont des droits des homosexuels "

Est-il normal qu'un défenseur des droits de l'homme se fonde sur la raison de l'orientation sexuelle d'un citoyen en danger, et sollicitant son aide pour lui refuser son assistance ? Voilà l'une des questions importantes qui suscitent des débats dans les couloirs des organisations des défenseurs des droits de l'homme. Sur cette question, l'ancienne secrétaire d'Etat Américain, Hillary Clinton, s'est prononcé. Quelle est sa position sur la question ? Découvrons là !

Pour Madame Clinton, il faut protéger les droits et la dignité de tous les individus, indépendamment de leur orientation ou de leur identité sexuelle. Selon elle, les droits des homosexuels se doivent de constituer un domaine d'action prioritaire dans en matière de droits de l'homme.

" Les droits des homosexuels sont des droits de l'homme, et les droits de l'homme sont des droits des homosexuels ", a-t-elle dit le 27 juin au département d'Etat, avant de souligner que les diplomates des États-Unis et les spécialistes du développement de par le monde travaillaient avec les institutions régionales et internationales " pour renforcer un consensus sur la manière dont les gouvernements doivent traiter leurs citoyens ".

La secrétaire d'Etat ne manque pas de souligner plus d'une fois la nécessité pour les gouvernements de considérer l'état de citoyenneté de ceux qui auraient une orientation sexuelle différente des considérations ordinaires c'est-à-dire les hétérosexuels.

Mme Clinton a cité quelques faits encourageants observés récemment en ce qui concerne le respect des droits des membres des communautés lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre. Aux États-Unis, le mois de juin est officiellement le Mois des fiertés lesbiennes, gay, bisexuelles et transgenres (LGBT).

En 2010, a rappelé Mme Clinton, la première marche des fiertés organisée en Slovaquie avait été entachée de violence. Dès lors, en 2011, l'ambassade des États-Unis à Bratislava a pris les devants : elle a fait venir en Slovaquie 19 diplomates

de haut rang, venus de divers pays, pour leur faire signer une déclaration de soutien à la marche des fiertés avant qu'elle n'ait lieu.

" Nous, membres de la communauté internationale, nous tenons aux côtés des participants, au sens propre comme au figuré, tandis qu'ils se rassemblent pour faire valoir leurs droits de l'homme ", lit-on dans cette déclaration.

" Tout le monde, LGBT y compris, doit être libre de jouir des droits et des libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. " L'ambassadeur des États-Unis en Slovaquie, Theodore Sedgwick, et le maire de Bratislava, Milan Ftá?nik, ont marché en tête du défilé.

" C'est la diplomatie interpersonnelle dans toute sa splendeur ", s'est félicitée Mme Clinton.

En mars, le président Obama et le président du Brésil, M. Dilma Rousseff, ont annoncé leur soutien à la création d'un poste, au sein de la commission interaméricaine des droits de l'homme, chargé de promouvoir les droits des LGBT.

Et en juin, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté sa première résolution rejetant la violence et la criminalisation des individus sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur identité sexospécifique. Cette résolution avait été proposée par l'Afrique du Sud.

" C'était un gigantesque pas en avant dans la voie des efforts que nous déployons pour réfuter l'odieuse suggestion que les protections des droits de l'homme ne s'appliquent pas à la communauté LGBT ", a dit Mme Clinton.

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africai-



Mme Hillary Rodham Clinton

nes, M. Johnnie Carson, soulève d'ailleurs régulièrement la question des droits des homosexuels avec ses homologues africains, a-t-elle ajouté.

Mme Clinton a mentionné la nette recrudescence de la violence contre les homosexuels au Honduras en 2009 et en 2010. Plus d'une trentaine de meurtres ont été commis, et les enquêtes sur

ces affaires n'avançaient pas.

Après que des diplomates américains eurent abordé la question de la protection des droits de l'homme avec des responsables honduriens, le gouvernement du Honduras a annoncé la création d'une équipe chargée d'enquêter sur les crimes inspirés par la haine.

La secrétaire d'Etat a noté

qu'il restait encore beaucoup à faire pour défendre les droits de la communauté LGBT. " Dans beaucoup d'endroits, a-t-elle constaté, les membres de la communauté LGBT restent en butte aux menaces, au harcèlement et à la violence. Ils continuent de fuir leur foyer et leur pays et de demander l'asile parce qu'ils sont persécutés en raison de leur identité. Ils continuent d'être pris pour cibles parce qu'ils essaient de rallier l'opinion publique aux manifestations des fiertés, aux marches par exemple ".

Les droits de la communauté LGBT " représentent l'un des combats les plus urgents et les plus importants de tous les temps en matière de droits de l'homme ", a souligné Mme Clinton.

Dové A.

Le projet " PROMOCIV " sujet à l'escroquerie de ses responsables :

120 agents dépouillés, haussent le ton et appel à l'aide

Suite de la page 3

grale de nos cautions.

Arrivés au cabinet comme consigné dans le communiqué, les jeunes se sont rendu compte que Zomblewou Kokou Saturnin les a une fois encore dupés.

" N'étant pas satisfaits et convaincus de ce que nous a dit le responsable dudit cabinet nous avons amené ce dernier à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) pour conforter la plainte que nous avons déposée à l'encontre de Zomblewou Kokou Saturnin, plainte qui a été corroborée par un soit transmis du Procureur de la République de Lomé et laissé à la DCPJ. Cependant, contre toute attente, les jeunes ont appris la libération de ce dernier au motif qu'il n'y a pas eu de corrélation entre les faits qui lui sont reprochés et ceux dirigés contre Zomblewou qui est actuellement recherché aussi bien par la police que par nous. Et par conséquent, Degbe ne

saurait être présumé complice dans cette affaire" a fait savoir M. Dodzi.

Pour l'heure, les jeunes demandent aux autorités togolaises de se pencher sur le fond du dossier PROMOCIV et à quiconque ayant connaissance des traces de M. Zomblewou Kokou Saturnin de saisir rapidement la police pour que justice soit faite.

Ce projet d'une pertinence et d'une importance

vitale dans le processus de reconstruction du pays, devrait en principe faire l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement.

Car, le chantier le plus difficile dans la construction d'une nation est la construction d'une mentalité citoyenne qui soutient le développement à travers des comportements positifs ou responsables.

Senya L.

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

| | |
|---|---|
| <p style="font-size: 8px; margin: 0;">POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER</p> <p style="font-size: 12px; margin: 0;">N° VERT</p> <p style="font-size: 24px; font-weight: bold; margin: 0;">8280</p> <p style="font-size: 10px; margin: 0;">Anticorruption</p> | <p style="font-size: 8px; margin: 0;">POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE</p> <p style="font-size: 12px; margin: 0;">N° VERT</p> <p style="font-size: 24px; font-weight: bold; margin: 0;">8201</p> <p style="font-size: 10px; margin: 0;">Renseignements</p> |
|---|---|

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

LE FONDEMENT
JURIDIQUE, "Le droit
au cœur de l'actualité",
pour nous contacter :
22 43 64 78 / 90 20 49 79

Qui est Adama Barrow, l'homme qui a détrôné Jammeh?

Il est l'homme qui a créé la surprise en remportant l'élection présidentielle en Gambie, alors que tout le monde disait la victoire du président sortant, au pouvoir depuis 22 ans, jouée d'avance.

Adama Barrow est l'homme d'affaires qui a réussi à mobiliser, fédérer l'opposition en promettant de relancer l'économie du pays, l'une des plus fragiles de la région. Comment cet inconnu du grand public en Gambie il y a quelques mois a-t-il pu s'imposer face à Yahya Jammeh ?

Sa figure imposante et la longue tunique qu'il porte le plus souvent ont récemment fleuri un peu partout dans les rues, mais il y a peu, rares étaient les Gambiens qui auraient pu associer un visage à ce nom.

Adama Barrow a le même âge que Yahya Jammeh, 51 ans, mais là où l'ex-président brille par son excentricité, lui à la réputation d'être un tra-

vailleux acharné et discret. Et c'est presque par hasard qu'il s'est retrouvé à la tête de la coalition d'opposition.

Après qu'Ousainou Darboe, le président de son parti, le Parti démocratique uni (UDP), a été condamné à trois ans de prison cet été, il a été désigné pour le remplacer. Lui était trésorier du parti où il militait depuis 1996 en parallèle d'une carrière dans l'immobilier.

Avant de faire fortune, Adama Barrow a été garde du corps d'un homme d'affaires gambien influent, le beau-père de Dawoda Jawara, l'homme que Yahya Jammeh a renversé en 1994. Il a aussi vécu l'exil dans sa jeunesse, trois ans et demie en Grande-Bretagne.

Un épisode semble-t-il douloureux. Il était sans doute loin alors d'imaginer qu'il rentrerait un jour dans l'histoire en l'emportant dans les urnes face à Yahya Jammeh. La promesse d'un gouvernement d'union Adama Barrow a voulu faire de sa candidature un symbole du retour à une véritable " unité nationale ".

Lorsqu'il a été désigné en novembre à la tête de la coalition d'opposition, il a d'ailleurs démissionné de son parti pour se présenter en indépendant et ainsi, assumer pleinement son rôle de rassembleur. Certes il était il y a peu un quasi-inconnu sur la scène publique de son pays et il a fallu que plusieurs leaders de son parti soient emprisonnés pour le porter à la lumière, mais dans une Gambie au comble de l'exaspération après 22 ans de règne de Yahya Jammeh, beaucoup



Adama Barrow, Président élu de la Gambie

voyaient en sa candidature une menace sérieuse pour l'ex-président.

Les Gambiens s'étaient mobilisés comme jamais au cours de sa campagne. Adama Barrow avait même déclaré qu'il n'accepterait pas la défaite.

Celui qui durant des semaines a fustigé les atteintes aux droits de l'homme et la descen-

te aux enfers de l'économie de son pays a promis une fois élu de redresser la Gambie politiquement et économiquement, et de former pour cela un gouvernement d'union de transition qui se donnerait trois ans pour remettre les choses à plat avant d'organiser des élections libres auxquelles il a promis de ne pas se porter candidat.

rfi.fr

Vols, braquages, meurtres en périodes de fêtes :

Deux voleurs neutralisés samedi dernier au carrefour des 2 lions La vigilance est de rigueur !!!

À l'approche des périodes de fêtes de fin d'année, ces dernières années, on remarque une recrudescence des actes de criminalités et de banditismes. Des faits qui démontrent combien encore fragile constitue la sécurité dans le pays, malgré les multiples efforts des agents de sécurité à qui, au passage, on reconnaît certains exploits.

C'est plus qu'utile qu'à l'approche des fêtes de fin d'année, le ministère en charge de la sécurité, non seulement intensifie les patrouilles afin de pouvoir dissuader ces jeunes sans scrupule qui décident volontairement d'embrasser une carrière de criminelle.

La menace qu'ils constituent non seulement pour les honnêtes citoyens, mais aussi pour la sûreté nationale n'est pas de nature à favoriser l'attrait des investisseurs ou des touristes.

Il s'agit, par ailleurs, d'un obstacle à la liberté d'aller et de revenir dont est garant le gouvernement à travers le ministère de la sécurité et de la protection civile, dont a la charge le Colonel Yark Damhane.

En réalité, des sensibilisations sur les médias à l'en-



Les deux voleurs mis hors d'état de nuire, l'un dans le bassin de rétention d'eau



droit des citoyens devraient se faire pour attirer leur attention sur les mesures de sécurité personnelles à prendre. Il faudra informer la population sur ces réalités afin de raviver sa vigilance.

L'année passée, il y a eu des personnes disparues, des vols à mains armées, des cambriolages de maisons, des vols de motos, des accidents et autres encore. Comme quoi, il est désormais impérieux à chaque approche des périodes de fêtes de redoubler de vigilance et de prudence, car c'est les périodes favorables où les voleurs multiplient leurs manœuvres indécrites pour pouvoir bien fêter.

En effet, le samedi 3 décembre dernier, deux voleurs ont arraché de force

une mallette appartenant à une dame. La scène a commencé au quartier Agoè-Kossigan, lieu où les deux brigands ont arraché la mallette. Les deux malfrats pensaient avoir réussi leur opération, mais les conducteurs de taxi motos dont la vigilance est sans réserve, ayant aperçu ces deux bandits

dérober indécemment la mallette à la dame, les ont poursuivis en criant tout en criant " arrêtez-les !! Ooh voleurs !!! ".

Ces hurlements ont attiré l'attention de la population environnante qui n'a pas hésité à sortir massivement et à aider les conducteurs de taxi motos à les arrêter.

Thème : Sois l' " Eucalyptus " du désert !!!

THÈME : Sois l' "Eucalyptus" du désert !!!

Suite de la page 2

der de porter la croix qui sauverait l'humanité du péché et proclamera la liberté authentique des enfants de DIEU tenus captifs dans le péché.

Malgré les images de douleurs et d'atrocités que satan a présentées à Jésus-Christ, ce dernier est resté attaché à la volonté de DIEU qui reste la consigne suprême.

Etre donc l'Eucalyptus du désert, c'est avoir un sentiment constant d'adoration de DIEU, quelle que soient les difficultés. Dans la pauvreté, tu l'adores, dans l'abondance, tu l'adores. Tu ne l'adores pas pour ce qu'il te donne ou ne te donne pas, mais tu l'adores pour ce qu'il est, DIEU.

L'Eucalyptus est un arbre qui, en période de sécheresse, plonge profondément ses

Même si l'on déplore cette façon de faire qui est contraire à la loi, les deux malfrats ont été tabassés. L'un des deux, dépassé par les événements, c'est-à-dire les coups et les flagellations, était obligé de sauter dans la lagune à côté du carrefour des deux lions, où il est fait presque une heure de temps.

On se demandait même s'il était toujours en vie quand après quelques temps son corps a émergé de l'eau immonde. Son compagnon de misère lui, a été maîtrisé par la foule et peut remercier la gendarmerie venue à son secours. Les sapeurs pompiers l'ont conduit au CHU Tokoin pour des soins intensifs. Il faut noter que la valise volée contient une somme d'un million cinq cents milles (1500 000) francs CFA.

La rédaction

racines dans le sol pour trouver de quoi lui permettre de rester stable et ne pas périr. Puissiez-vous être également capable de chercher au plus profond de vous la véritable raison de continuer à rester fidèle à DIEU en toute situation.

Dieu bénisse chaque Togolais et le Togo !!

One God

Journée internationale du volontariat :

La contribution des volontaires au décollage du Togo saluée

Les volontaires du Togo ont observé lundi à Lomé leur journée internationale célébrée chaque 5 décembre sous le thème " Les Volontaires sont les meilleurs d'entre nous ". Cette journée a été une occasion pour la ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, en charge du développement à la base, de revenir sur l'efficacité du programme de volontariat au Togo.



Mme Tomégah-Dogbé, ministre en charge du Développement

La journée a été marquée par une grande mobilisation. Les responsables d'Agence Nationale du Volontariat du Togo, les bénéficiaires et la ministre ont reconnu aux volontaires nationaux leur précieuse contribution au

développement du Togo.

Selon la ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et l'emploi des jeunes, les volontaires ont prouvé leur capacité à agir sur les consciences

collectives en créant et en instaurant des relations durables, de postérité et de connaissance mutuelle, en étant engagés à rendre la société meilleure.

Ils ont agi sur les thématiques de l'inclusion socia-

le, de la justice traditionnelle, de la réduction de la pauvreté, de la paix et du développement durable.

" Dans la quête perpétuelle du bien-être de nos populations, les volontaires ont montré que l'engagement a un pouvoir incommensurable. Il peut redonner de l'espoir, créer un cadre de partage et de solidarité, tisser des liens durables, bref agir sur le devenir des communautés ", a déclaré Victoire Tomégah-Dogbé.

La ministre a également indiqué le volontariat reste et restera avant tout une valeur universelle qui participera à promouvoir le développement humain

durable et d'atteindre les grands Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030.

Les volontaires nationaux sont estimés à plus de 6200. Parmi eux une frange a eu à participer en août dernier au concours national "Meilleur volontaire de l'année". Cinq (5) lauréats et ont été déclarés admis et ont été primés également lundi.

Le concours est initié pour valoriser l'engagement des volontaires et stimuler la mobilisation populaire pour un développement harmonieux du Togo se veut perpétuel.

La rédaction

L'OTR, un fardeau pour la population togolaise ?

L'office togolaise des recettes (OTR) émanant de la volonté des plus hautes autorités du pays, s'est vue assigner la mission d'assainir la collecte des recettes fiscales en vue de renforcer la capacité du gouvernement à faire face aux dépenses publiques.

Il s'agit, dans une certaine mesure, de lutter contre la fraude et la corruption. Cependant, depuis son opérationnalisation en janvier 2014, cette institution demeure toujours au centre de plusieurs controverses vis-à-vis de la population. Au point où l'on en vient à se demander si l'OTR constitue un véritable obstacle pour la prospérité des activités économiques ?

Pour atteindre sa mission principale (assainir la collecte des recettes fiscales), d'abord, l'OTR s'est inscrit dans la dynamique d'offrir un service de qualité aux contribuables et de lutter contre la fraude et la corruption qui constituent les principaux défis de l'heure.

En effet, selon les performances réalisées par l'OTR entre 2013 et 2016, les recettes liquides, celle qui est susceptible d'être utilisée pour faire face aux dépenses de l'état enregistre une hausse, avec un taux d'accroissement de 51,2%.



En effet, les recouvrements de recettes budgétaires aux premiers semestres ont connu des accroissements très significatifs en 2015 et en 2016 soit respectivement 12,4% et 17,2%. C'est ce qui correspond à environ 516 milliards de Fcfa de recettes.

Par contre, nonobstant ces chiffres, la population quant à elle, reste hostile face son mode de fonctionnement. De ce fait, on a tendance à croire que cette institution enfonce la population dans le chaos économique, car elle subit une certaine pression fiscale qui transcende les records en la matière.

Face à cette situation, il revient au gouvernement qui arme cette institution de repenser et de revoir son mode de fonctionne-

ment afin de permettre à la population d'apprécier d'un autre regard, l'intérêt de cet instrument de

développement.

L'OTR en soi n'est pas un obstacle pour les citoyens, mais les inquiétudes sont

plus orientées vers ses prestations.

Si la population s'en tient à ce que cette structure représente une menace contre elle, c'est parce qu'il n'y a pas eu suffisamment de sensibilisation sur les avantages qu'on a, en s'acquittant de nos obligations fiscales. L'aspect sur lequel l'OTR devrait s'appesantir est la sensibilisation de masse.

L'Etat, en voulant mobiliser les ressources internes a pris une décision salutaire, mais, il faudrait que la population puisse s'apercevoir des répercussions de ces ressources mobilisées.

Kabirou

Le phénomène des accidents de circulation :

Comment mettre fin à l'ampleur de plus en plus inquiétant ?

Le taux élevé des accidents de circulation se fait souvent constater vers la fin de l'année. Face à ce problème qui ruine des vies humaines, le gouvernement togolais en l'occurrence, le ministre de la sécurité et la protection civile et celui du transport ne doivent pas rester indifférents. Et comment pourraient-ils régler ce problème ?

En effet, c'est un véritable souci, si on se réfère aux cas d'accidents enregistrés sur toute l'étendue du territoire. Les exemples récents sont ces dra-

mes qui s'étaient passés le dimanche dernier à la foire internationale de Lomé, faisant état d'un décès et 5 blessés et à Dankpen hier où un titan a marché sur deux conducteur de motos.

Notons que ces cas d'accidents sont dus à plusieurs causes à savoir : la non maîtrise du code de conduite, l'excès de vitesse, le non respect des feux tricolores, l'alcoolisme et certains comportements d'imprudence qui occasionnent des dérapages de conduites.

Face à cette évidence dont les effets sont similaires à ceux d'une arme de destruction mas-

sive, les responsabilités partielles du ministre en charge de la sécurité et de la protection civile, le Colonel Yark Damhane, et celle du ministre en charge du transport, Ninsao Gnofam, sont engagées et leur imposent plus initiatives en vue de réduire très sensiblement ce phénomène des sans cesse croissant des accidents.

Certes, des résolutions sont déployées depuis un certain temps, dans ce sens mais, malgré ces diverses initiatives, le mal perdure dans le quotidien des togolais. Il urge de redoubler d'effort. A cet effet,

Suite à la page 7

Foire Internationale de Lomé (FIL):

La 13ème édition est rentrée dans l'histoire lundi dernier La prochaine édition se déroulera du 24 novembre au 11 décembre 2017

Ce carrefour commercial connu sous le nom de "foire Internationale de Lomé", et auquel prennent part, les opérateurs économiques nationaux et ceux de plusieurs pays étrangers, est désormais rentré dans les habitudes des togolais. Les rideaux viennent de tomber sur la 13ème édition de cette messe commerciale le lundi 5 décembre à Lomé.

C'était au cours d'une cérémonie officielle à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Egypte au Togo, dont le pays a été à l'honneur durant cette rencontre commerciale.

Au Total, une superficie de 18 842 m² a été exploitée pour 1019 exposants qui ont été visi-



Le DG du CEET (à gauche) et l'Ambassadeur d'Egypte (dte) remettant les certificats de reconnaissance

tés par 290140 personnes. Les exposants étrangers sont issus de 23 pays. En somme, il y a eu 75 rencontres " B to B " pour les entreprises, 411 rencontres B to B et 63 promesses. Ces chiffres sont globalement meilleurs au

bilan de l'année passée. En effet, l'édition de 2015 notamment la 12ème, a été exploitée sur une superficie totale de 17887 m². Cet espace a accueilli 1043 exposants et 293 999, et des étrangers venus de 25 pays.

Cette baisse du nombre de pays étrangers, selon le Directeur général, s'explique par le fait que la foire de Lomé se tient au fait que la foire du Bénin se tient à la même date que celle du Togo.

Pour la prochaine édi-

tion, précisément la 14ème, il faut dire qu'il est prévu que 18000 m² pour 1100 exposants et 300 000 visiteurs.

Durant les 17 jours qu'ont duré la foire, les derniers jours ont vu plus de visiteurs. De toute évidence, les togolais ont pris l'habitude de se manifester aux derniers moments de cet événement.

Selon M. Johnson, la prochaine foire se déroulera du 24 novembre au 11 décembre 2017.

Une cérémonie de remise d'attestation de reconnaissance aux sponsors de ce grand événement, entre autre, Togotélécom, Togocell, Moov, BTCL, Orabank, a mis fin à la rencontre.

Armand

Les problèmes fonciers au Togo :

Un véritable casse-tête et des bombes sociales à retardement

Les abus et les frustrations auxquels est confrontée la majeure partie de la population togolaise sont liés aux litiges fonciers. Il s'agit, de nos jours, d'un casse-tête quotidien dans la vie de certains citoyens ou communautés, ou encore familles. Cette situation qui prévaut mérite d'attirer l'attention des autorités togolaises, car elle constitue des bombes sociales à retardement.

Le contrôle, l'appropriation ou la possession des terres au Togo est parfois source de plusieurs tensions impliquant tout une panoplie d'acteurs à savoir, les propriétaires terriens, les huissiers, les géomètres et les juges, dans plusieurs communautés au Togo.

Ces problèmes se font plus sentir entre les familles, les communautés

villageoises, les autochtones et les étrangers y compris parfois même, l'Etat et certaines communautés.

Rappelons que le Togo ne dispose pas d'un code foncier digne de ce nom et par conséquent, ne donne pas une certaine assurance ou garantie en la matière au Togo, " cessation de travaux, terrains litigieux à ne pas vendre,

à casser ", tels sont les termes qui illustrent les problèmes fonciers.

Notons qu'il y a chaque jour que Dieu fait une intensification des problèmes. Dans un discours adressé à la nation le 26 Avril 2011, le président de la République, Faure Gnassingbé, affirmait : " s'agissant notamment du foncier, nous devons nous débarrasser de certaines



Un terrain litigieux

pratiques rétrogrades qui plongent des milliers d'honnêtes citoyens dans le désarroi, comme vous le savez avoir un toit à soi a été de tout temps la priorité des priorités pour les togolais "

Notons que l'administration agro-foncière et le cadastre ou la direction de l'urbanisme sont habilités à administrer le foncier, ces services délivrent le titre de propriété, appelé " titre foncier " avec trois tampons, ensuite la confirmation de la vente à la justice.

Force est de constater qu'on délivre même jusqu'à deux titres fonciers pour un même terrain. Dans cette perspective, ce titre ne donne pas une certaine garantie du droit de propriété, car du jour

au lendemain, ce dernier même muni de son titre foncier peut se voir dépossédé de sa parcelle ou se faire expulsé par un huissier sur ordonnance d'un juge, cela est une certitude si on se réfère à un cas récent à Zanguéra, Lègbassito, Avédj et dans beaucoup d'autres localités.

Les problèmes fonciers au Togo constituent une réelle problématique. Sur ce, il va falloir prendre des mesures drastiques pour sécuriser les biens immobiliers des citoyens et décourager les comportements véreux de ces huissiers, juges, géomètres et autres qui se livrent à de telle cruautés en spoliant des terres d'autrui.

Kabirou

Le phénomène des accidents de circulation :

Comment mettre fin à l'ampleur de plus en plus inquiétante ?

Suite à la page 6

le gouvernement devrait être plus regardant sur la nécessité de la maîtrise du code de conduite, une plus importante communication sur les méfaits de l'alcool sur un conducteur ou usager de la route.

L'autre mesure efficace pour mettre un terme à ces accidents demeure l'intransigeance des forces de l'ordre et de sécurité face à la corruption, au racket sur les routes pour laisser circuler un engin à risque.



Drame à Dankpen hier matin

Cette situation de corruption a tellement pris de l'ampleur sur nos routes que, certains agents de sécurité n'en n'ont même plus de scrupule.

Il incombe en grande partie

aux forces de l'ordre et de sécurité routière de faire preuve de discipline et de respecter les lois régissant toute sorte de dérive routière.

Par ailleurs, notre rédaction invite à la prudence et la vigilance de la population en ces instants de fin d'année et le respect des normes en ce qui concerne les codes de conduite.

Kabirou

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DE LA FORMATION CIVIQUE

15-16 | **2016**
DÉCEMBRE

À LA BLUEZONE DE CACAVÉLI

THÈME

*"Médias, Laïcité, Dialogue
interreligieux au Togo"*

ORGANISÉES PAR



Conseil National des Patrons de Presse

OTM | UJIT | **SYNJIT** | **ATOPPEL** | **AJST**
SYNLICO | **ATRT** | **OPPEL** | **OTIFEM**



**JOURNÉES PORTES OUVERTES
DE LA PRESSE 2016**
3^{ÈME} ÉDITION

"MÉDIAS, LAÏCITÉ, DIALOGUE INTERRELIGIEUX AU TOGO"

SAMESCOM Tél: 22.61.35.29

Fondement
Juridique

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités

Récépissé n°0534/08/ 01/ 16/HAAC
Siège : Gblinkomégan (Adidogomé),
à côté de l'école Newton
Tél:(00228) 22 43 64 78
Cel:(00228) 90 20 49 79
98 42 32 36
E-mail:

lefondementjuridique@yahoo.fr
N° de compte Bancaire ECOBANK :
7020811416991301
Directeur général & de publication :
ATTISSO Armand
Rédacteur en chef :
Laré DAHAME

Rédacteurs :
Armand ATTISSO
Elom KPOGO
Laré DAHAME
Infographie : JPB (90 00 59 31)
Imprimerie : La Colombe
Tirage : 2.000 exemplaires